



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté n° 1016/2022/DREAL/UD88 du 21 OCT. 2022**  
**modifiant les conditions d'exploitation de la société MARCILLAT CORCIEUX, sur son site  
implanté sur le territoire de la commune de Corcieux**

Le Préfet des Vosges,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;
- Vu le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la rubrique n°1510 ;
- Vu le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Yves SEGUY en qualité de Préfet de Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 1717/2003 du 16 juin 2003 autorisant la société MARCILLAT à exploiter une installation classée sur le territoire de la commune de CORCIEUX ;
- Vu le courrier préfectoral du 12 juillet 2019 accordant à la société MARCILLAT le bénéfice du droit d'antériorité au titre des rubriques 1.2.1.0, 2.1.3.0, 2.1.5.0 et 3.1.2.0 de la nomenclature de la loi sur l'eau ;
- Vu le rapport de base IED du 03 septembre 2020 dans lequel l'exploitant déclare la mise en place de 5 piézomètres (rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature loi sur l'eau) ;
- Vu le courrier préfectoral du 13 août 2021 accordant à la société MARCILLAT le bénéfice du droit d'antériorité au titre de la rubrique n°4130 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le dossier de la société MARCILLAT transmis le 13 octobre 2021, portant à la connaissance de M. le Préfet des Vosges du projet de construction d'une seconde ligne de fabrication « Crousti Chaud » ;
- Vu le courrier du 20 décembre 2021 de la société MARCILLAT informant M. le Préfet des Vosges de la modification des conditions d'exploitation de ses installations de combustion ;
- Vu la déclaration d'antériorité transmise le 24 décembre 2021 par la société MARCILLAT à M. le Préfet des Vosges, en lien avec la modification de la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 30 juin 2022 ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à la société MARCILLAT, en date du 06 juillet 2022 ;
- Considérant que le dossier transmis par l'exploitant démontre que le projet de création d'une seconde ligne de fabrication de « Crousti Chaud » ne modifie pas substantiellement les conditions d'exploitation ;
- Considérant qu'il existe un système technique de bridage des installations de combustion limitant la puissance maximale mise en œuvre sur le site à 18,84 MW et ce système ayant été mis en place à compter du 20 décembre 2021 ;
- Considérant que la société MARCILLAT a été régulièrement autorisée à exploiter sa fromagerie sur le territoire de la commune de CORCIEUX notamment pour la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées ;

- Considérant que la société MARCILLAT demande à bénéficier du droit acquis, dite antériorité prévue par l'article L. 513-1 du code de l'environnement, pour la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées, pour poursuivre ses activités régulièrement mises en service ;
- Considérant que l'augmentation de capacité de production en lien avec la création d'une seconde ligne de fabrication de « Crousti chaud » d'une part, le bridage des installations de combustion d'autre part et la déclaration d'antériorité présentée par la société MARCILLAT enfin nécessitent la mise à jour de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 1717/2003 modifié du 16 juin 2003 ;
- Considérant qu'un avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis ;
- Considérant que la société MARCILLAT a émis deux observations au sujet du projet d'arrêté qui lui a été transmis le 6 juillet 2022 ;
- Considérant que ces observations étaient fondées et ont donc été prises en compte dans le présent arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

### Arrête

**Article 1<sup>er</sup>** - Les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 1717/2003 modifié du 16 juin 2003, autorisant la société MARCILLAT à exploiter ses installations sises sur le territoire de la commune de CORCIEUX, sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :

La société MARCILLAT, dont le siège social est situé 15 rue de la Gare 88430 CORCIEUX, est autorisée aux conditions suivantes et en conformité des plans et descriptions produits au dossier de demande d'autorisation à s'étendre et à poursuivre l'exploitation des activités qu'elle exerce dans sa fromagerie, située à l'adresse ci-dessus.

Les activités exercées sont classées sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature et capacité totale des installations	Classement ICPE
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). <b>2.</b> Emploi dans des équipements clos en exploitation. <b>a)</b> Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	55 kg	DC
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : <b>2.</b> Supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	565 m <sup>3</sup> /an	DC

Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature et capacité totale des installations	Classement ICPE
1510-2-b	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :</p> <p><b>2.</b> Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p><b>b)</b> Supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m<sup>3</sup></p>	242 702 m <sup>3</sup>	E
2752	Station d'épuration mixte (recevant des eaux résiduaires domestiques et des eaux résiduaires industrielles) ayant une capacité nominale de traitement d'au moins 10 000 équivalents-habitants, lorsque la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d'installations classées autorisées est supérieure à 70 % de la capacité de la station en demande chimique en oxygène.	50 000 équivalents-habitants	A
2910-A-2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par <a href="#">les rubriques 2770, 2771, 2971</a> ou <a href="#">2931</a> et des installations classées au titre de la <a href="#">rubrique 3110</a> ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de <a href="#">l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement</a>, ou du biogaz provenant d'installations classées sous <a href="#">la rubrique 2781-1</a>, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p><b>2.</b> Supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW</p>	<p>2 chaudières de 6,84 et 6,73 MW</p> <p>3 groupes électrogènes de 4 MW chacun</p> <p>La puissance totale mise en œuvre ne peut excéder 18,84 MW</p>	DC
2921-1-a	<p><b>1.</b> Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) :</p> <p><b>a)</b> La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW</p>	3 800 kW	E

Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature et capacité totale des installations	Classement ICPE
2940-2-b	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre <u>des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700</u> ou <u>4801</u>.</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction, ...), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :</p> <p>b) Supérieure à 10 kilogrammes/jour, mais inférieure ou égale à 100 kilogrammes/jour</p>	25 kg/j	DC
3642-3	<p>Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :</p> <p><b>3.</b> Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à :</p> <p>a) 75 si A est égal ou supérieur à 10, ou</p> <p>b) <math>[300 - (22,5 \times A)]</math> dans tous les autres cas</p> <p>où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.</p>	865 t/j	A
4130-2-a	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p><b>2.</b> Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t</p>	24,67 t	A
4441.2	<p>Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p><b>2.</b> Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t</p>	6,345 t	D



Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature et capacité totale des installations	Classement ICPE
4734-2-c	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p><b>2.</b> Pour les autres stockages :</p> <p><b>c)</b> Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	168 t de fioul domestique	DC
4735-1-b	<p>Ammoniac.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p><b>1.</b> Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg :</p> <p><b>b)</b> Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t</p>	1,1 t	DC

A : autorisation

E : enregistrement

D : déclaration

DC : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement

Activités non classées au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature et capacité totale des installations	Classement ICPE
2925	Atelier de charge d'accumulateurs	30 kW	NS
2930-1	<p>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie :</p> <p><b>1.</b> Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur</p>	906 m <sup>2</sup>	NS
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	17,885 t	NS
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)	0,07 t	NS
4719	Acétylène	0,012 t	NS
4725	Oxygène	0,021 t	NS
4734-1	Produits pétroliers spécifiques et carburants de	33,6 t	NS

	<p>substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés</p>		
--	---	--	--

NS : non soumis

Le site est classé sous les rubriques suivantes de la nomenclature de la loi sur l'eau (IOTA) :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Nature et capacité	Classement IOTA
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	5 piézomètres	D
1.2.1.0-1	<p>A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :</p> <p>1. D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m<sup>3</sup>/heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau</p>	3 000 m <sup>3</sup> prélevés par heure dans le Neuné, soit 18,9 % du débit	A
2.1.5.0-2	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha</p>	15,5139 ha	D
3.1.2.0-1	<p>Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :</p> <p>1. Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m</p>	Déviation du Neuné sur environ 340 m	A
3.1.3.0-2	<p>Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m</p>	Busage du Neuné sur environ 40 m	D

**Article 2** - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MARCILLAT et dont une copie sera envoyée à la sous-préfète de Saint-Dié-des-Vosges et une autre copie sera déposée à la mairie de Corcieux et pourra y être consultée.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimale d'un mois et publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Épinal, le 21 OCT. 2022

Le Préfet,

Par délégation, le Sous-Préfet,  
Secrétaire Général

David PERCHERON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.